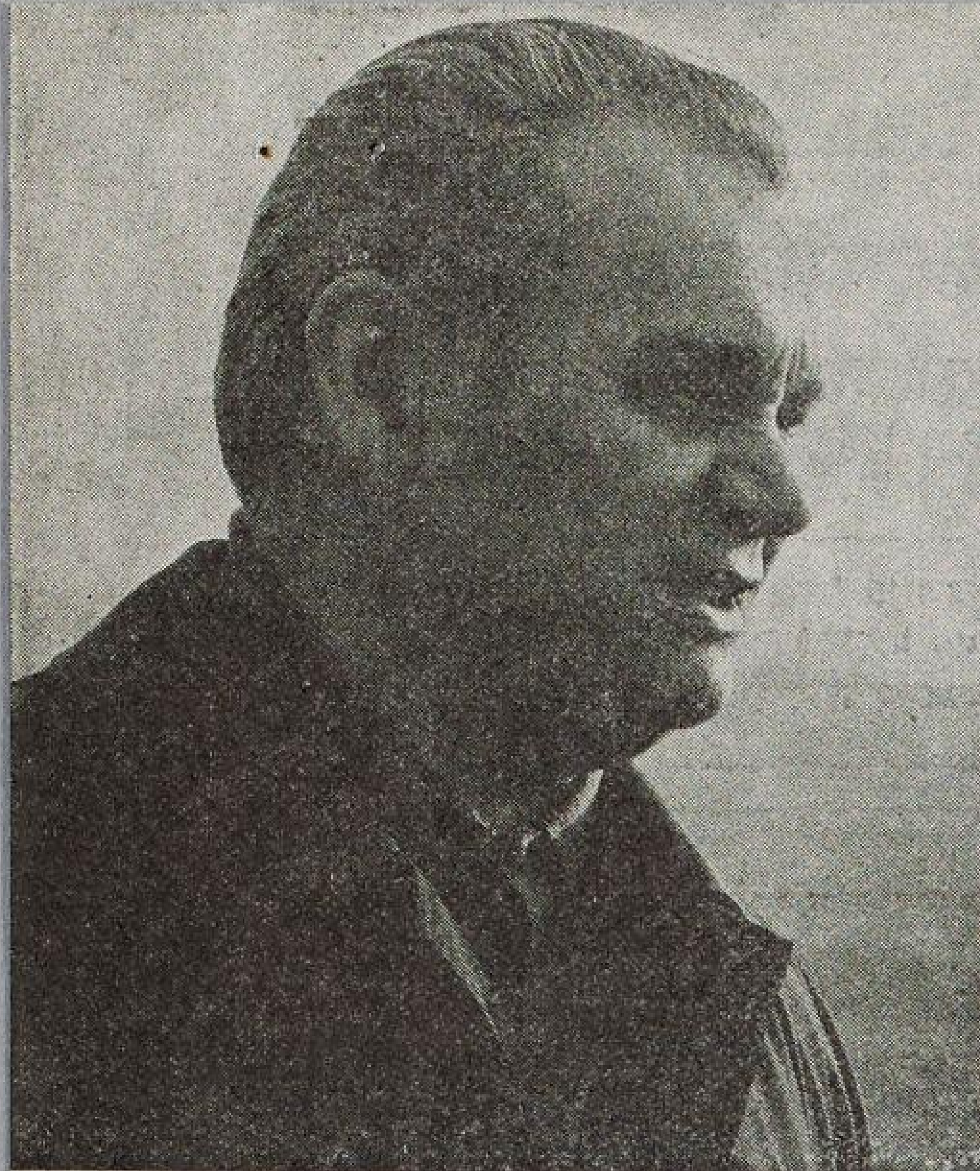


Elections Législatives · Mars 1978
4me Circonscription SAINTES-JONZAC

Jean CARTAIS

Technicien SNCF
Maire adjoint de Saintes - Membre du SIVOM
Secrétaire départemental du Mouvement de la Paix

Suppléant :

Christian SORIN

Agriculteur à Jarnac - Militant syndicaliste
Membre du Comité Fédéral du P.C.F.

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Electrices, Electeurs,

Vous êtes nombreux, habitants de nos villes et de nos campagnes à ne plus pouvoir supporter l'aggravation de vos conditions de vie.

Vous petits salariés, vous agriculteurs dont les revenus ne dépassent pas 2.200 f. par mois, femmes qui ne disposez pas du minimum pour vivre, jeunes qui cherchez désespérément du travail, personnes âgées dans la solitude ou le dénuement.

A chacun de vous je dis, il est possible de mettre un terme au règne de l'injustice et de l'inégalité. La politique d'austérité des dirigeants giscardiens doit cesser.

Vivre mieux dans notre Saintonge c'est possible !

En m'accordant vos suffrages le 12 mars, vous ferez pencher la balance en faveur d'un vrai changement.

La victoire dépend de vous.

J. Cartais

Député Communiste, je poursuivrai inlassablement mon action

POUR QUE SOIT APPLIQUÉ LE PROGRAMME COMMUN

dans le cadre d'un gouvernement d'union de la gauche
avec des ministres communistes

Car seule l'application d'un programme commun bien actualisé nous permettra :

- **d'instaurer dès 1978 le progrès et la justice sociale par** :
- le SMIC à 2.400 f.
- l'augmentation des pensions et retraites
- l'instauration de l'échelle mobile des salaires
- l'augmentation de 50 % des allocations familiales
- le minimum vieillesse à 1.300 f.
- la retraite à 60 et 55 ans avec pension complète
- le retour aux remboursements à 80 et 100 % de la sécurité sociale, pour aller vers la gratuité des soins
- l'allègement des impôts pour les familles modestes

De mettre fin à l'austérité par :

- la suppression du chômage en créant 500.000 emplois par an
- la relance de l'activité économique et des investissements, notamment pour les P.M.E.
- l'organisation d'une politique agricole qui garantisse des revenus stables et permette le développement et l'installation des jeunes agriculteurs
- la limitation de l'inflation par le blocage de certains prix industriels et des prix publics
- la nationalisation complète des 9 groupes désignés dans le programme commun de 1972

D'obtenir les moyens nécessaires pour mener une grande politique sociale

Le coût de nos mesures s'élève à 147 milliards pour 1978. Mais, il ne suffit pas de promettre, il faut les moyens de tenir les promesses.

Aujourd'hui, dans notre pays, certains ont un revenu de 3 millions d'anciens francs par jour, ce que gagne un O. S. ou un petit exoloitant agricole dans une année.

Ainsi :

- Instaurer un impôt sur les fortunes (à partir de 200 millions)
- Imposer plus fortement les très hauts revenus
- Supprimer les privilèges fiscaux
- lutter contre la fraude
- Instaurer un impôt sur le capital

Ces mesures rapporteront 207 milliards.

C'est prendre l'argent où il est
C'EST FAIRE PAYER LES RICHES

Mais les moyens ne sont pas seulement financiers. Ils sont aussi humains et doivent se traduire par des mesures autogestionnaires à l'entreprise, le développement de la démocratie dans la commune, le département, la région et l'état.

D'assurer l'indépendance nationale et lutter pour la paix dans le monde par :

- le refus de tout protectorat, de toute intégration, de tout alignement, quels qu'ils soient
- l'élargissement des liens d'amitié et de coopération sur un plan d'égalité, avec le plus grand nombre de pays
- l'action pour la dissolution des blocs militaires et pour le désarmement

EN VOTANT COMMUNISTE LE 12 MARS 1978

Vous direz NON au grand capital.

Vous direz NON aux candidats de la coalition Giscardienne JOANNE ou FAYOL, tous deux responsables de l'austérité, afin de les empêcher de continuer cette politique.

EN VOTANT COMMUNISTE LE 12 MARS 1978

Vous manifesterez votre volonté de voir **l'Union et le changement triompher sur des bases claires.** Il faut donc que nos partenaires Socialistes et Radicaux de Gauche reviennent au respect du programme de 1972 et répondent enfin à l'appel que nous leur lançons depuis le 22 septembre 1977.

EN VOTANT COMMUNISTE LE 12 MARS 1978

C'est la garantie que les revendications des travailleurs des villes et des campagnes seront prises en compte.

C'est la garantie que le programme commun sera effectivement appliqué.

VOTER COMMUNISTE LE 12, C'EST VOTER POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT

Votez Jean CARTAIS et Christian SORIN

Imp. RONET - 17130 Montendre ☏ 49 20 65